

Alger, le 28 février : un an après le début des manifestations dénonçant l'intention du président Abdelaziz Bouteflika de se présenter pour un cinquième mandat, la rue continue à défier le « système » au pouvoir.



RYAD KRAMDI/BELGAIMAGE



# Insurrections, ACTE II

Des mouvements qui refusent et la violence et l'islamisme. L'Algérie, l'Irak et le Liban sont secoués par le soulèvement pacifique d'une jeunesse portée par une même aspiration : l'instauration d'un Etat de droit. Même plus : un changement de société.

PAR LAURENCE D'HONDT

**S**on regard brûle d'une indignation irrépressible, son corps semble épuisé par la course. Darina arrache le masque qui la protège des gaz lacrymogènes pour hurler dans le micro des journalistes : « Nous n'avons rien qui fonctionne ici, les gens n'ont rien dans leur portefeuille et eux, ils continuent à former des gouvernements de merde ! Je ne veux pas utiliser un langage grossier, mais ce sont des criminels, des anciens seigneurs de guerre ! » Derrière elle, une rue de Beyrouth jonchée de gravats et de pierres, restants d'une barricade enfoncée. Il y a quelques instants s'affrontaient là, face à face, des forces de sécurité débordées d'un côté et de l'autre, des jeunes Libanais qui hurlent leur ras-le-bol d'un système politique corrompu et appellent depuis quatre mois à un changement de régime au sein d'un Liban uni. Leur mouvement nommé Thawra, « la révolution », a démarré le 17 octobre 2019 à l'occasion de l'introduction d'une nouvelle « taxe WhatsApp ».

A 4 480 kilomètres de là, Djamel descend pour la cinquante-deuxième fois dans les rues d'Alger en ce 22 février 2020. Caricaturiste, il vient soutenir le mouvement de protestation appelé Hirak, qui fête son premier anniversaire de manifestations ininterrompues contre le « système » au pouvoir (sa corruption, ses abus de pouvoir, ses mensonges). « Pendant l'été, le mouvement avait semblé s'essouffler, c'est très dur de marcher sous le soleil, confie Djamel. Mais, maintenant, le Hirak prend un nouveau souffle et il grandit à nouveau de vendredi en vendredi. » Djamel a vécu la décennie noire durant laquelle islamistes et pouvoir militaire se sont affrontés, faisant entre 100 000 et 200 000 morts. Il a connu également les décennies Bouteflika, du nom de l'ancien président, où la paix a été restaurée, tout en délaissant toute perspective socio-économique pour la jeunesse. S'il a passé la cinquantaine, Djamel descend par solidarité avec la jeunesse de son pays.

Dans la région la plus orientale du monde arabe, sur la place Tahrir de Bagdad, le cinéaste Mohanad →

→ Hayal installe son matériel pour projeter le film d'un jeune cinéaste de son pays. En temps normal, le système corrompu qui règne dans ce secteur comme dans tous les domaines de la vie en Irak n'aurait jamais permis à ce jeune de montrer son talent. Alors Mohanad organise depuis quatre mois des séances de projection libres, en plein centre de la capitale et en plein cœur du soulèvement irakien. Depuis le 25 octobre 2019, la jeunesse irakienne est descendue dans la rue, pour manifester contre les abus de pouvoirs, la violence des milices islamistes payées par l'étranger, l'absence de perspectives d'avenir, entraînant le pays dans la Thawra, la révolution. « Cela avait commencé par des jeunes qui sont sortis dans la rue pour protester contre l'absence de travail, se souvient Mohanad, puis c'est devenu une revendication politique. A présent, c'est la société entière que nous voulons changer. »

### Les traits d'union actuels

Si d'un bout à l'autre du monde arabe, les contextes géopolitiques et historiques récents sont très différents, les revendications des manifestants résonnent cependant d'un écho semblable : la jeunesse arabe ne supporte plus l'avenir qu'on lui propose, un avenir sous le joug d'autorités abusives qui lui ôtent la possibilité d'un travail décent, d'un lieu où vivre, d'une famille à fonder. En 2011, un jeune homme de la petite ville de Sidi Bouzid, en Tunisie, s'était spontanément élevé contre l'injustice, en s'immolant par le feu. Son suicide avait déclenché le soulèvement de milliers d'hommes et de femmes et entraîné le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali. Il avait ensuite enflammé les foules du Caire qui chassaient, à leur tour, le président Hosni Moubarak avant de poursuivre son chemin incendiaire en Syrie, au Yémen et en Libye, trois pays qui ont sombré dans la guerre civile. Un peu moins de dix ans après cette vague révolutionnaire, celle des « printemps arabes », c'est au

tour de l'Irak, du Liban et de l'Algérie de former comme une seconde vague de soulèvements, révélant qu'une lame de fond insurrectionnelle traverse et traversera encore l'ensemble des pays du monde arabe.

Ces trois pays ont chacun leur histoire et leurs singularités culturelles. L'Algérie a été le premier d'entre eux à faire l'expérience de l'émergence sur la scène politique de mouvements islamistes et de la violence totalitaire à laquelle ils mènent. La paix retrouvée en 2000 a cependant maintenu une caste politico-militaire au pouvoir qui a continué de dérober massivement les rentes pétrolières et gazières, laissant des miettes aux jeunes générations. Au Liban, mosaïque religieuse, la guerre civile a pris fin en 1989, mettant en place un système de partage du pouvoir basé sur la confession et morcelant le pays en réseaux de corruption qui le minent. L'accès à l'électricité, à l'eau, aux transports y restent aléatoires, dépendant de mafias qui empêchent le développement d'infrastructures pour tous. La crise économique que traverse le pays est aggravée par les jeux d'influence

## D'UN BOUT À L'AUTRE DU MONDE ARABE, LES REVENDICATIONS DES MANIFESTANTS RÉSONNENT D'UN ÉCHO SEMBLABLE.

menés par ses voisins proches, comme la Syrie, ou lointains, l'Iran ou l'Arabie saoudite. L'Irak n'a, quant à lui, pas encore sorti la tête des multiples guerres provoquées par l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein en 2003. Il a subi la violence de groupes djihadistes (le dernier en date étant Daech), l'influence violente de milices proiraniennes, la volonté séparatiste kurde et le conflit que mènent sur son sol l'Iran et les Etats-Unis. Cette situation instable a laissé la classe politique s'approprier les richesses du pays, ôtant à la jeunesse irakienne, le sol d'un avenir possible.

Bassorah, le 25 février : pour les manifestants, « c'est la société irakienne tout entière qu'il faut changer ».

HUSSEIN FALEH/BELGAIMAGE



## Les leçons des révoltes d'hier

Les mouvements insurrectionnels de 2019-2020 semblent avoir tiré quelques leçons de l'échec des « printemps arabes » de 2011. D'Alger à Bagdad en passant par Beyrouth, il y a d'abord une volonté claire : rester pacifique. Les jeunes ne cèdent pas aux traditionnelles provocations à la violence dont leurs gouvernements ont longtemps usé pour décrédibiliser tout mouvement de protestation et agiter le spectre de la guerre civile. « Il y a des pierres et des armes qui ont été déposées sur notre parcours de manifestants, témoigne un jeune Algérien, mais personne n'a saisi ces armes. » En Irak, où plusieurs centaines de jeunes ont été tués par les forces de l'ordre, ils n'ont pas perdu leur sang-froid et continuent à se réunir, à former des sit-in, à participer à des manifestations. Cette persévérance pacifique s'est accompagnée de slogans appelant à dépasser les clivages confessionnels et ethniques au profit de la restauration d'une patrie unie. « Nous voulons récupérer notre pays » a-t-on pu lire sur les pancartes brandies à Bagdad. « Ce pays est à nous et nous n'en ferons qu'à notre tête », est un des slogans entonnés par les manifestants algériens. « On ne veut plus que nos dirigeants parlent au nom des chrétiens, des sunnites ou des chiites mais au nom du Liban », proclame une manifestante libanaise. Second enseignement : les mouvements islamistes qui avaient pris le relais de la contestation en Egypte, en Tunisie ou en Syrie, n'incarnent plus l'horizon d'un avenir souhaité. Perçus désormais comme corrompus et violents, ils laissent la majorité des jeunes indifférents, voire franchement hostiles. « Ils ont tenté de s'infiltrer dans les forums populaires organisés dans les quartiers, témoigne Djamel. Ils peuvent venir mais ils doivent dire qui ils sont et ne pas tenter de récupérer notre message. »

Ces mouvements ont obtenu des victoires notables : en Algérie, Abdelaziz



Au Liban, les protestataires ne font plus confiance (« No trust ») au gouvernement.

XEJHMA/BELGAIMAGE

Bouteflika a dû renoncer à briguer un cinquième mandat, de nombreuses personnalités politiques ont été écrouées et un nouveau président a été élu, Abdelmadjid Tebboune, le 12 décembre dernier, malgré un taux d'abstention massif. Au Liban, un nouveau gouvernement, formé le 21 janvier, tente de faire face aux exigences de « la révolution ». En Irak, les démissions se sont succédées et aucun gouvernement ne parvient à se former. Pourtant, aucun de ces changements n'est parvenu à arrêter les soulèvements. Pourquoi ? « Le Hirak ne s'arrêtera pas tant qu'une personne liée au clan Bouteflika sera encore dans les rouages, explique Khader, le peuple n'est plus dupe des manœuvres et des faux semblants. »

### La future transformation en proposition politique

Même écho en Irak et au Liban, car les Thawra et le Hirak, d'une ampleur et constance totalement inédites dans ces pays, n'expriment pas seulement un mécontentement politique conjoncturel. Il s'agit de refonder le « contrat

social » et d'instaurer un véritable Etat de droit où l'indépendance de la justice, l'accès au monde du travail, la liberté d'opinion et de confession sont établis et respectés. Signes d'une révolution des mentalités, les jeunes femmes, souvent éduquées, cherchent également à conquérir leurs droits et à s'affranchir de la tutelle patriarcale. « On assiste, dans le monde arabe, à l'émergence massive d'individus démocratiques, expliquait récemment Charles Thépaut, un diplomate français, mais il va falloir que ces mouvements convertissent leurs revendications en une proposition politique. »

Dans des contextes géostratégiques tendus, l'influence étrangère peut être une entrave, de même que les partis islamistes organisés et toujours actifs. Mais la difficulté interne au mouvement sera aussi simplement de persévérer. « Les manifestants sont impatients et peuvent se décourager, confie Djamel. Mais je pense que quelque chose est en marche qui prendra peut-être dix ou vingt ans. Il ne suffit pas de dire non. Il faut trouver la construction politique d'une alternative. » ■